

Monténégro : victoire de la «contre-révolution colorée»



Article rédigé par *antipresse.net*, le 02 septembre 2020

Source [antipresse.net] Ce 30 août 2020 a pris fin le règne du plus ancien dictateur d'Europe. Depuis 1991, cet homme gouvernait par la corruption et l'intimidation un Etat largement gangrené par l'économie mafieuse et passait son temps, ces derniers mois, à jeter en prison ses opposants.

Vous avez dit Loukachenko? Vous avez tout faux! Milo Djukanovi, le premier ministre et président du Monténégro, n'avait plus lâché le pouvoir depuis 29 ans, soit trois ans de plus que son collègue biélorusse. Le pouvoir de ce «félon de bande dessinée» était brutal et grotesque sous bien des aspects, au point qu'il avait été distingué comme [Homme \(le plus corrompu\) de l'année 2015](#) par l'OCCRP (Organized Crime and Corruption Reporting Project). Mais on ne vous a pratiquement jamais parlé de ce tyran parce qu'il était «*our man in the Balkans*». Djukanovi était en effet solidement arrimé au bloc occidental et n'avait pas hésité à faire entrer son pays dans l'OTAN, sans consultation populaire. Ce malgré la désapprobation d'une large part de la population — ou justement à cause d'elle. Il a également, cela va sans dire, planté un couteau dans le dos de la Serbie en reconnaissant l'indépendance du Kosovo.

L'homme de l'UE/OTAN qui tenait l'Etat-casino de l'Adriatique a été pratiquement égalé dans les urnes par la coalition «Pour l'avenir du Monténégro», une alliance de partis démocrates et pro-serbes. Son appui sur la minorité albanaise et musulmane n'a pas suffi, cette fois, à le sauver. Avec 35% des voix seulement, Djukanovi ne sera plus en mesure de former un gouvernement.

Nous constatons sans surprise qu'une fois de plus les médias de grand chemin ont totalement raté non seulement un événement, mais tout un processus politique et historique qui s'est étendu sur toute l'année 2020. Depuis l'adoption, en décembre 2019, d'une loi religieuse confisquant les biens de l'Eglise orthodoxe serbe, le gouvernement monténégrin a fait face à des processions constantes, pacifiques mais massives atteignant jusqu'à 100'000 personnes (pour un pays d'un demi-million d'habitants!). A l'origine, les fidèles de l'Eglise historique entendaient simplement marquer leur refus d'être intégrés à une «Eglise du Monténégro» montée de toutes pièces. En accusant imprudemment Belgrade de manipuler ce mouvement, et en fermant sa frontière avec la Serbie, Djukanovi a lui-même élevé le différend au niveau d'une crise politique et géopolitique.

Cette «contre-révolution colorée» façon orthodoxe, à la différence des soulèvements d'Ukraine ou de Biélorussie, a été largement occultée par les médias occidentaux. Elle représentait pourtant le plus important mouvement populaire et démocratique en Europe depuis une année. Le départ du potentat est un succès exceptionnel auquel les manifestants n'osaient même pas rêver. Son «tombeur», Zdravko Krivokapi, novice total en politique, a justement émergé à la faveur du mouvement de défense de l'Eglise orthodoxe serbe, dont il était un cofondateur. En ayant obstinément fermé les yeux sur ce processus, les médias de grand chemin se trouvent aujourd'hui bien en peine pour expliquer la déconfiture du système Milo.

Le Monténégro est certes un Etat minuscule, mais le renversement des rapports de forces qu'il vient de vivre aura des répercussions stratégiques. Le ralliement impopulaire à l'OTAN, imposé par la seule volonté du président déchu, sera sans doute mis en question. D'autre part, il est évident que le gouvernement voisin de Belgrade, occupé à vaciller entre Est et Ouest, cessera pour un moment de caresser l'idée d'une reconnaissance du Kosovo.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)